

Espagne : premier de la classe !

Depuis le Covid, l'économie espagnole affiche de solides performances. Sa croissance apparaît la plus dynamique des principales économies européennes, sans pour autant s'accompagner d'importants déséquilibres budgétaires et externes. La bonne tenue de l'économie espagnole s'explique par le fort dynamisme du tourisme et des exportations d'autres services, une progression démographique importante liée aux flux migratoires et la hausse des dépenses publiques. Néanmoins, ces belles performances n'ont pas encore effacé toutes les conséquences de la crise des années 2010.

Économie la plus performante de la zone euro depuis la crise du Covid. Depuis 2022, la croissance espagnole s'élève à 4,1% en moyenne annuelle contre 1,7% pour la zone euro. En 2024 et 2025, la croissance serait équivalente à celle des États-Unis. Cette surperformance provient tout d'abord d'un effet rattrapage : l'Espagne a connu une des plus fortes contractions en 2020 et n'a retrouvé son niveau pré-Covid que plus d'un an après ses pairs. Néanmoins, même une fois cet effet terminé, la croissance espagnole est restée forte. Par ailleurs, cette forte croissance ne s'est pas faite aux dépens des équilibres externes et budgétaires. Le solde du compte courant, qui était largement déficitaire lors de la période de forte croissance des années 2000, affiche dorénavant un excédent de 2,9% du PIB, reflet du solde de la balance des services. Les comptes publics restent aussi bien orientés, avec un déficit budgétaire primaire (hors charge d'intérêt de la dette) de 1,6% du PIB, inférieur à celui de l'Allemagne et un ratio de dette sur PIB en réduction progressive (105% du PIB en 2024 contre 124% en 2020).

Les performances passées ne préjugent pas des performances futures. Toutes les données proviennent de Bloomberg, Macrobond au 29/11/2024, date d'achèvement de cette publication. Conformément à la réglementation en vigueur, nous informons le lecteur que ce document est qualifié de document à caractère promotionnel.

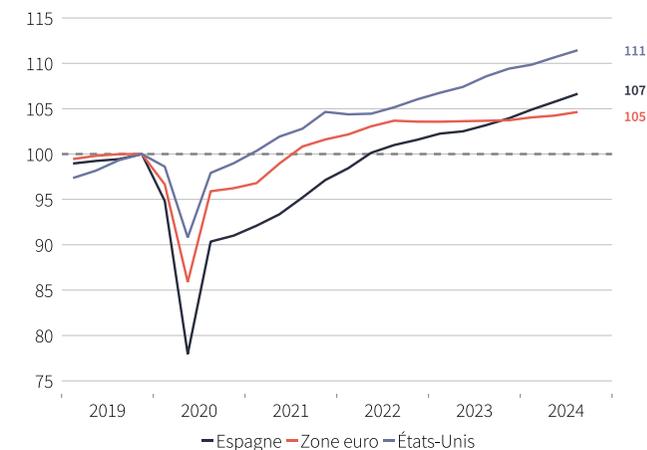
Cette bonne tenue des finances publiques a d'ailleurs permis la réduction de la prime de risque à 73pb, son niveau le plus bas depuis la crise de la dette souveraine.

Un mix de services, démographie et dépenses publiques. Une première explication de cette bonne performance est la forte croissance des exportations des services, en moyenne de 12% au cours des deux dernières années. Si une partie de cette progression s'explique par le secteur du tourisme, elle reflète aussi la bonne tenue des exportations des services aux entreprises (services de consulting entre autres). Un deuxième élément d'explication est la dynamique démographique favorable. En effet, depuis la crise du Covid, la population active espagnole a augmenté de 1,4 millions de personnes, se traduisant ainsi par une hausse de la demande intérieure. Par ailleurs, comme aux États-Unis, l'essentiel de la progression de la population active correspond à la hausse de l'immigration, principalement de provenance hors Union Européenne. Un autre élément de surperformance est la croissance de la consommation publique, supérieure à 3% au cours des dernières années, dans le cadre du plan de relance européen. Enfin, d'un point de vue structurel, l'Espagne a mieux résisté aux chocs, énergétique et concurrentiel chinois, son mix énergétique étant moins dépendant de la Russie et son économie davantage tournée vers les services.

Des blessures de la crise des années 2010 pas encore cicatrisées. Le fort dynamisme de l'économie espagnole de ces dernières années n'a cependant pas permis d'effacer toutes les conséquences de l'éclatement de la bulle immobilière des années 2010. En effet, bien qu'il ait diminué significativement par rapport à son pic de 2013, le taux de chômage en Espagne reste élevé, à 11%, bien au-dessus du taux de chômage de la zone euro. Ce chômage élevé concerne toujours essentiellement les personnes de moins de 25 ans. L'investissement (non résidentiel) reste aussi peu dynamique, avec un taux d'investissement à 13% du PIB (contre plus de 17% avant 2010), ce qui devrait limiter les gains de productivité et ainsi le potentiel de croissance à moyen terme.

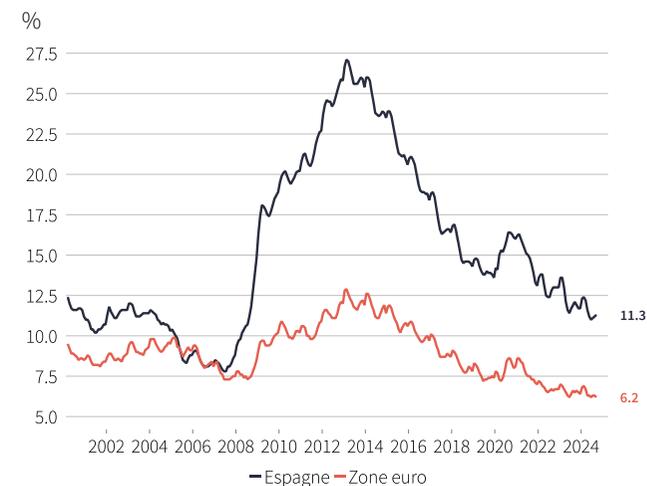
ÉVOLUTION DU PIB EN VOLUME

100=31/12/2019



Sources: Société Générale Investment Solutions, Macrobond, INSEE, DESTATIS, Eurostat, Istat, CAO, INE, ONS, BEA 2024 Q3

ÉVOLUTION DU TAUX DE CHÔMAGE



Sources: Société Générale Investment Solutions, Macrobond, Eurostat 09/2024

NOS COMMENTAIRES MACRO-ÉCONOMIQUES

Les événements de la semaine passée

La France pénalisée sur les marchés financiers

Le CAC 40 a été chahuté cette semaine, reculant de 0,8% sur la semaine contre 0,35% pour l'Eurostoxx 50. La prime de risque de la dette française a continué de s'écarter, de près de 82pb contre le rendement à 10 ans allemand et rejoignant ainsi le niveau de la prime de risque de la Grèce. Ces événements sont à mettre en perspective avec une activité économique qui reste morose et le risque croissant d'une motion de censure du gouvernement Barnier dans le cadre du projet de la loi des finances.

LES CHIFFRES DE LA SEMAINE

Etats-Unis : Donald Trump annonce vouloir augmenter les droits de douane dès son 1er jour

Donald Trump a déclaré qu'il comptait augmenter les droits de douane dès sa prise de poste en janvier prochain sur le Canada et le Mexique (+25%) et la Chine (+10%). Ces trois pays à eux seuls représentent près de la moitié des importations totales des Etats-Unis. Ces annonces viennent renforcer les tensions commerciales et les craintes d'inflation importée. Si les agents économiques américains n'ont pas de substitut aux biens de ces trois pays dont le prix va augmenter, cela devrait se traduire par des hausses de prix pour les consommateurs finaux. A noter que le Canada et le Mexique, qui bénéficient d'un accord de libre-échange avec les Etats-Unis, ont autour de 3/4 de leurs exportations à destination des Etats-Unis.

Zone euro : léger rebond technique de l'inflation

En Allemagne, l'inflation harmonisée est restée stable à 2,4% sur un an. En France, l'inflation a légèrement rebondi à 1,7% sur un an, portée par les prix des services. Au niveau de la zone euro, l'inflation connaît son 2^{ème} mois consécutif de hausse mais qui est expliqué par des effets de base importants. L'inflation sous-jacente est quant à elle restée stable à 2,7% sur un an. Le rebond de l'inflation reste donc limité. Au regard de l'activité qui reste faiblement orientée, la BCE devrait de nouveau procéder à une baisse de ses taux directeurs en décembre.

	Donnée	Actuel	Passé	Prévisions
Allemagne	Taux d'inflation harmonisée en novembre	2,40%	2,40%	2,60%
	Confiance des consommateurs Gfk	-23,3	-18,3	-18,7
France	Taux d'inflation harmonisée en novembre	1,70%	1,60%	1,80%
Etats-Unis	Croissance du PIB au T3	2,80%	3%	2,80%
	Commande de biens durables d'octobre en rythme mensuel	0,20%	-0,40%	0,50%
	Revenus personnels d'octobre	0,60%	0,30%	0,30%

Source : Macrobond, 29/11/2024. Les couleurs dans la colonne 'Actuel' correspondent à la différence par rapport aux prévisions

ÉVÉNEMENTS ET CHIFFRES CLÉS À VENIR



Lundi

Chine PMI Manufacturier de novembre
États-Unis ISM Manufacturier de novembre

Mardi

États-Unis Nombre de postes vacants JOLT
Royaume-Uni Ventes au détail de novembre

Mercredi

États-Unis ISM des services de novembre
Chine PMI des services de novembre

Vendredi

États-Unis Emplois non-agricoles de novembre
Taux de chômage de novembre
Allemagne Production industrielle d'octobre

Samedi

Chine Balance commerciale de novembre

PERFORMANCES DES MARCHÉS

Taux interbancaires

%	27/11/2024	29/10/2024	29/08/2024	01/01/2024	29/11/2023
Etats-Unis SOFR	4.683	4.86	5.35	5.34	5.33
Zone euro €ster	3.165	3.16	3.66	3.88	3.90
Royaume-Uni SONIA	4.700	4.95	4.95	5.19	5.19
Suisse SARON	0.956	0.95	1.21	1.70	1.70
Japon TONAR	0.228	0.23	0.23	-0.04	-0.02

Taux souverains 10 ans

%	27/11/2024	29/10/2024	29/08/2024	01/01/2024	29/11/2023
Etats-Unis Treasuries	4.25	4.28	3.87	3.88	4.27
France OAT	3.02	3.07	3.00	2.55	2.98
Allemagne Bund	2.17	2.33	2.28	2.02	2.41
Italie BTP	3.41	3.48	3.66	3.70	4.11
Espagne Bonos	2.89	3.03	3.10	2.98	3.42
Suisse	0.33	0.44	0.42	0.66	0.86
Royaume-Uni Gilts	4.31	4.30	4.02	3.60	4.17
Japon JGB	1.05	0.97	0.90	0.62	0.75

Crédit et dette émergente

%	28/11/2024	29/10/2024	29/08/2024	01/01/2024	29/11/2023
Etats-Unis IG	5.11	5.12	4.90	5.06	5.56
Etats-Unis HY	7.19	7.28	7.30	7.59	8.42
Europe IG	3.38	3.48	3.65	3.72	4.26
Europe HY	5.81	5.98	6.32	6.80	7.78
Emergents devises	6.21	6.25	6.39	6.77	7.34

Indices actions

28/11/2024 vs	-1w	-1m	-3m	01/01/2024	-1y
Monde	0.27	2.009	5.492	21.52	27.60
Etats-Unis	0.49	3.858	8.530	27.02	34.48
Zone euro	-0.36	-2.779	-2.965	7.30	11.81
France	-0.90	-4.354	-5.624	-1.76	2.19
Allemagne	0.25	-0.868	2.288	13.82	19.25
Royaume-Uni	0.34	1.045	-0.827	10.52	15.18
Japon	-0.30	0.137	0.692	15.95	15.31
Emergents (USD)	-0.51	-3.552	0.379	12.22	16.81
Chine (USD)	0.45	-6.771	12.722	15.38	11.42
Inde (USD)	1.29	-1.501	-5.489	16.65	28.03
Amérique latine (USD)	-3.93	-7.317	-10.055	-21.67	-13.93

Taux de change

	28/11/2024	29/10/2024	29/08/2024	01/01/2024	29/11/2023
EUR/USD	1.06	1.08	1.11	1.11	1.10
GBP/USD	1.27	1.30	1.32	1.27	1.27
EUR/CHF	0.93	0.94	0.94	0.93	0.96
USD/JPY	151.57	153.44	145.34	141.03	147.41
USD/CNY	7.24	7.13	7.10	7.08	7.08

Prix des matières premières

	28/11/2024	29/10/2024	29/08/2024	01/01/2024	29/11/2023
Brent, USD/BL	73	71	79	77	83
Cuivre, USD/Tonne met.	8,851	9,431	9,116	8,476	8,384
Or, USD/Ozt	2,638	2,774	2,521	2,063	2,044
Argent, USD/Ozt	30	34	29	24	25
Palladium, USD/Ozt	987	1,222	957	1,136	1,024
Platinum, USD/Ozt	935	1,050	941	1,000	932

Source : Bloomberg, au 29/11/2024-1S = variation sur 1 semaine, -3M = variation sur 3 mois, -12M = variation sur 12 mois, Début d'année = variation depuis le début de l'année. Actions ; rendement total en devise locale. Obligations souveraines = rendement à 10 ans. Les chiffres sont arrondis.

AVERTISSEMENT IMPORTANT

Avertissement général

Ce document est une communication à caractère promotionnel publiée par Société Générale Private Banking, qui est la ligne métier du groupe Société Générale opérant à travers son siège au sein de Société Générale S.A. en France et son réseau (départements ou entités juridiques distinctes (succursales ou filiales, ci-après les « Entités »)), localisé sur les territoires mentionnés ci-après, agissant sous la marque « Société Générale Private Banking » et distributeurs du présent document.

Le présent document de nature informative, sujet à modification, est communiqué à titre purement indicatif et n'a pas de valeur contractuelle.

Son contenu n'est pas destiné à fournir un service d'investissement, il ne constitue ni un conseil en investissement ou une recommandation personnalisée sur un produit financier, ni un conseil ou une recommandation personnalisée en assurance, ni une sollicitation d'aucune sorte, ni un conseil juridique, comptable ou fiscal de la part de Société Générale Private Banking et de ses Entités. L'information contenue dans ce document n'a pas pour objectif de fournir une base permettant de prendre une décision d'investissement.

Tout investissement peut avoir des conséquences fiscales et Société Générale Private Banking et ses Entités ne fournissent pas de conseil fiscal. Le niveau d'imposition dépend des circonstances individuelles et les niveaux et assiettes d'imposition peuvent changer. En outre, le présent document n'a pas pour objet de fournir des conseils comptables, fiscaux ou juridiques et ne doit pas être utilisé à des fins comptables, fiscales ou juridiques. Des conseils indépendants doivent être sollicités le cas échéant.

Les données historiques utilisées et les informations et avis cités, proviennent ou sont notamment basées sur des sources externes que Société Générale Private Banking et ses Entités considèrent fiables mais qu'elles n'ont pas vérifiées de manière indépendante. Société Générale Private Banking et ses Entités n'assumeront aucune responsabilité quant à l'exactitude, la pertinence et l'exhaustivité de ces données.

Le contenu de ce document ne prend pas en compte d'objectifs d'investissement ni de situations financières spécifiques. Il appartient aux investisseurs de prendre contact avec leurs conseillers externes habituels afin d'obtenir toutes les informations financières, juridiques et fiscales qui leur permettront d'apprécier les caractéristiques et les risques de l'investissement envisagé ainsi que la pertinence de la mise en œuvre des stratégies dont il est question dans le présent document.

L'investissement dans certaines classes d'actifs citées peut ne pas être autorisé dans certains pays ou peut être réservé qu'à une certaine catégorie d'investisseurs. Il est de la responsabilité de toute personne en possession de ce document de s'informer et de respecter les dispositions légales et réglementaires de la juridiction concernée.

Ce document n'est en aucune manière destiné à être diffusé à une personne ou dans une juridiction pour laquelle une telle diffusion serait restreinte ou illégale. Il ne peut notamment pas être diffusé aux États-Unis, et ne peut être distribué, directement ou indirectement, sur le marché des États-Unis ou auprès d'une US Person.

Risques généraux

Certaines classes d'actifs citées peuvent présenter divers risques, impliquer une perte potentielle de la totalité du montant investi voire une perte potentielle illimitée, et n'être en conséquence réservées qu'à une certaine catégorie d'investisseurs, et/ou adaptées qu'à des investisseurs avertis et éligibles à ces classes d'actifs. En outre, ces classes d'actifs doivent être conformes au Code de Conduite fiscale du groupe Société Générale.

Le prix et la valeur des investissements ainsi que les revenus qui en dérivent peuvent fluctuer, à la hausse comme à la baisse. Les variations de l'inflation, de taux d'intérêts et de taux de change peuvent avoir des effets négatifs sur la valeur, le prix et le revenu des investissements libellés dans une devise différente de celle du client. Les éventuelles simulations et exemples contenus dans ce document sont fournis à titre indicatif et à des fins d'illustration uniquement. La présente information peut être modifiée en fonction des fluctuations des marchés, et les informations et avis mentionnés dans ce document peuvent être amenés à évoluer. Société Générale Private Banking et ses Entités ne s'engagent ni à actualiser ni à modifier le présent document, et n'assumeront aucune responsabilité à cet égard.

Le présent document a pour seul but d'informer les investisseurs, qui prendront leurs décisions d'investissement sans se fier uniquement à ce document. Société Générale Private Banking et ses Entités ne sauront être tenus pour responsables en cas de perte directe ou indirecte liée à un quelconque usage de ce document ou de son contenu. Société Générale Private Banking et ses Entités n'offrent aucune garantie, expresse ou tacite, quant à l'exactitude ou l'exhaustivité de ces informations ou quant à la rentabilité ou la performance de toute classe d'actifs, pays, ou marché.

Les informations sur les performances passées éventuellement reproduites ne garantissent en aucun cas les performances futures et peuvent ne pas se reproduire. La valeur d'un investissement n'est pas garantie et la valorisation d'investissements peut fluctuer.

Les prévisions concernant les performances futures sont basées sur des hypothèses qui peuvent ne pas se concrétiser. Les scénarios présentés sont des estimations de performances futures, fondées sur des informations passées sur la manière dont la valeur d'un investissement varie et/ou sur les conditions de marché actuelles, et ne sont pas des indications exactes. Le rendement obtenu par des investisseurs sera amené à varier en fonction des performances du marché et de la durée de conservation de l'investissement par l'investisseur. Les performances futures peuvent être soumises à l'impôt, lequel dépend de la situation personnelle de chaque investisseur et est susceptible de changer à l'avenir.

Pour une définition et description des risques plus complète, veuillez vous référer au prospectus ou, le cas échéant, aux autres documents réglementaires (si applicable) avant toute décision d'investissement.

Le présent document est confidentiel, destiné exclusivement à la personne à laquelle il est remis, et ne peut ni être communiqué ni porté à la connaissance de tiers (à l'exception des conseils externes et à condition qu'ils en respectent eux-mêmes la confidentialité), ni reproduit totalement ou partiellement, sans accord préalable et écrit de Société Générale Private Banking et de ses Entités.

Conflits d'intérêts

Le groupe Société Générale maintient effective une organisation administrative prenant toutes les mesures nécessaires pour identifier, contrôler et gérer les conflits d'intérêts. À cet effet, Société Générale Private Banking et ses Entités ont mis en place une politique de gestion des conflits d'intérêts pour prévenir les conflits d'intérêts, y compris des murailles de Chine en matière d'information.

Ce document contient les avis de la ligne métier Société Générale Private Banking. Les opérateurs de marché de Société Générale peuvent effectuer des transactions, ou ont effectué des transactions, sur la base des avis et études de ces personnes. De plus, les équipes de Société Générale Private Banking sont rémunérées, en partie, en fonction de la qualité et de la précision de leurs études, des commentaires des clients, des revenus de l'entité Société Générale Private Banking qui les emploie, et de facteurs concurrentiels.

AVERTISSEMENT IMPORTANT

En règle générale, les sociétés du groupe Société Générale peuvent être teneur de marché, chef de file ou chef de file associé à une offre publique d'instruments financiers, effectuer des transactions concernant les titres auxquels il est fait référence dans ce document, et peuvent fournir des services bancaires aux sociétés mentionnées dans ce document, ainsi qu'à leurs filiales. Les sociétés du groupe Société Générale, peuvent, de temps à autre, réaliser des transactions, générer des profits, détenir des titres ou agir comme conseiller, courtier ou banquier en lien avec ces titres, ou des dérivés de ces titres, ou en lien avec les classes d'actifs mentionnées dans ce document.

Les sociétés du groupe Société Générale peuvent être représentées au conseil de surveillance ou d'administration de ces sociétés.

Les employés du groupe Société Générale, ou les personnes ou entités qui leur sont liées, peuvent, de temps à autre, détenir une position dans un titre ou une classe d'actifs mentionné(e) dans ce document.

Les sociétés du groupe Société Générale peuvent acquérir ou liquider, de temps à autre, des positions dans les titres, ou actifs sous-jacent (y compris leurs dérivés) mentionnés dans ce document, ou dans tout autre actif le cas échéant, et par conséquent tout rendement pour un investisseur potentiel peut en être directement ou indirectement affecté.

Les sociétés du groupe Société Générale n'ont aucune obligation de divulguer ou de prendre en compte ce document dans le cadre de conseil ou de transactions avec un client ou au nom d'un client.

Par ailleurs, les sociétés du groupe Société Générale peuvent émettre d'autres études qui ne sont pas alignées, ou dont les conclusions diffèrent des informations présentées dans ce document, et n'ont aucune obligation de s'assurer que de telles autres études sont portées à la connaissance de tout récipiendaire du présent document.

Avertissement spécifique par juridiction

FRANCE : Sauf indication contraire expresse, le présent document est publié et distribué par Société Générale, établissement de crédit prestataire de services d'investissement agréé par et sous la supervision prudentielle de la Banque Centrale Européenne (« BCE »)

(sise ECB Tower, Sonnemannstraße 20, 60314 Francfort-sur-le-Main, Allemagne) au sein du Mécanisme de supervision unique banque française autorisée et supervisée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (sise 4, Place de Budapest, CS 92459, 75436 Paris Cedex 09), et l'Autorité des Marchés Financiers (« AMF ») (sise 17 Pl. de la Bourse, 75002 Paris). Société Générale est également enregistrée auprès de l'ORIAS en qualité d'intermédiaire en assurance sous le numéro 07022493 orias.fr.

Société Générale est une société anonyme française au capital de 1 015 044 435,00 euros au 25 juillet 2024, dont le siège social est situé 29 boulevard Haussmann, 75009 Paris, et dont le numéro d'identification unique est 552 120 222 R.C.S. Paris et le numéro ADEME est FR231725_01YSGB. De plus amples détails sont disponibles sur demande ou sur www.privatebanking.societegenerale.fr

LUXEMBOURG : Le présent document est distribué au Luxembourg par Société Générale Luxembourg, société anonyme enregistrée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 6061 et établissement de crédit autorisé et régi par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (« CSSF »), sous la supervision prudentielle de la Banque Centrale Européenne (« BCE »), et dont le siège social est sis 11, avenue Émile Reuter – L 2420 Luxembourg. De plus amples détails sont disponibles sur demande ou sur <https://www.societegenerale.lu/>. Aucune décision d'investissement quelle qu'elle soit ne pourrait résulter de la seule lecture de ce document. Société Générale Luxembourg n'accepte aucune responsabilité quant à l'exactitude ou autre caractéristique des informations contenues dans ce document. Société Générale Luxembourg n'accepte aucune responsabilité quant aux actions menées par le destinataire de ce document sur la seule base de ce dernier, et Société Générale Luxembourg ne se présente pas comme fournissant des conseils, notamment en ce qui concerne les services d'investissement. Les opinions, points de vue et prévisions exprimées dans le présent document (y compris dans ses annexes) reflètent les opinions personnelles de l'auteur/des auteurs et ne reflètent pas les opinions d'autres personnes ou de Société Générale Luxembourg, sauf indication contraire. Ce document a été élaboré par Société Générale. La CSSF n'a procédé à aucune analyse, vérification ou aucun contrôle sur le contenu du présent document.

MONACO : Le présent document est distribué à Monaco par Société Générale Private Banking (Monaco) S.A.M., sise 11 avenue de Grande Bretagne, 98000 Monaco, Principauté de Monaco, régie par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution et la Commission de Contrôle des Activités Financières. Les produits financiers commercialisés à Monaco peuvent être réservés à des investisseurs qualifiés conformément aux dispositions de la loi n° 1.339 du 07/09/2007 et de l'Ordonnance Souveraine n° 1.285 du 10/09/2007. De plus amples détails sont disponibles sur demande ou sur <http://www.privatebanking.societegenerale.com>.

SUISSE : Le présent document peut être constitutif de publicité au sens de la Loi sur les services financiers (« LSFIn »). Il est distribué en Suisse par Société Générale Private Banking (Suisse) SA (« SGPBS » ou la « Banque »), dont le siège se trouve à la rue du Rhône 8, CH-1204 Genève. SGPBS est une banque autorisée par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA). Le présent document ne peut en aucun cas être considéré comme un conseil ou une recommandation d'investissement de la part de SGPBS. La Banque recommande d'obtenir un avis professionnel avant d'agir ou de ne pas agir sur la base de ce document et n'accepte aucune responsabilité en lien avec le contenu de ce document. Les instruments financiers, incluant notamment les parts de placements collectifs et les produits structurés, ne peuvent être offerts que conformément à la LSFIn. De plus amples informations sont disponibles sur demande auprès de SGPBS ou sur www.privatebanking.societegenerale.com.

Le présent document n'est distribué ni par SG Kleinwort Hambros Bank Limited au Royaume-Uni, ni par ses succursales à Jersey, Guernesey et Gibraltar qui agissent ensemble sous la marque « SG Kleinwort Hambros ». En conséquence, les informations communiquées et les éventuelles offres, activités et informations patrimoniales et financières présentées ne concernent pas ces entités et peuvent ne pas être autorisées par ces entités ni adaptées sur ces territoires. De plus amples informations sur les activités des entités de la banque privée de Société Générale situées sur les territoires du Royaume-Uni, des îles anglo-normandes et de Gibraltar, incluant des informations complémentaires de nature légale et réglementaire, sont disponibles sur www.kleinworthambros.com.



ÉVÉNEMENTS ET CHIFFRES CLÉS À VENIR



Mardi

- Allemagne** Confiance des consommateurs GfK de novembre
États-Unis Ouvertures de postes JOLT

Mercredi

- États-Unis** Croissance du PIB au T3
Zone euro Croissance du PIB au T3
France Croissance du PIB au T3
Allemagne -Croissance du PIB au T3
-Taux d'inflation en octobre

Jeudi

- Chine** PMI Manufacturier NBS
Zone Euro Taux d'inflation (en g.a) en octobre
France Taux d'inflation (en g.a) en octobre

Vendredi

- États-Unis** -Taux de chômage en octobre
-Emplois non-agricole en octobre

KEY EVENTS NEXT WEEK



Tuesday

- Germany** Gfk Consumer Confidence
United-States JOLTs Job Openings

Wednesday

- United-States** GDP Growth Rate Q3
Euro Area GDP Growth Rate Q3
France GDP Growth Rate Q3
Germany -GDP Growth Rate Q3
-Taux d'inflation en octobre

Thursday

- China** NBS Manufacturing PMI
Euro Area Inflation Rate (YoY) october
France Inflation Rate (YoY) october

Friday

- United-States** -Unemployment Rate october
-Non farm payroll october